

I/ La construction de l'Etat moderne par la prise d'indépendance vis-à-vis du pouvoir religieux.

- A. L'Eglise comme forme de domination politique.
- B. Le combat contre le christianisme.
- C. La place de l'Eglise dans l'Etat moderne.

II/ La construction de l'Etat moderne à travers le libéralisme.

- A. La naissance du cynisme politique et du libéralisme.
- B. La question de l'effectivité politique du libéralisme en termes de gouvernement.
- C. La critique du libéralisme.

Introduction :

L'auteur de cette œuvre, Pierre Manent, normalien et agrégé de philosophie est directeur d'étude à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) au centre de recherches politiques Raymond Aron et professeur associé à Boston College aux Etats-Unis. Il a participé en 1978 à la création de la revue *Commentaire* avec Raymond Aron et participe encore aujourd'hui au comité de rédaction. Sa réflexion politique est structurée autour de plusieurs axes phares : la redécouverte et la compréhension des bases philosophique du mouvement libéral, dont il est question dans cet ouvrage, la disparition de l'Homme dans la philosophie moderne et les sciences sociales et enfin les différentes formes et régimes politiques.

Dans l'*Histoire intellectuelle du libéralisme*, qu'il écrit à la fin des années 1980, il décrit le libéralisme non pas comme une doctrine purement économique, mais sur un mouvement inérant à la construction de l'Etat moderne. Pour lui, le libéralisme s'exprime d'abord par le détachement du pouvoir politique de l'emprise de l'Eglise. Dans cet ouvrage il démontre comment les guerres de religion ont forcé le pouvoir politique à devenir indépendant et à édifier un Etat neutre, laïc. Pour retracer l'histoire politique de l'Europe, il fait appel aux auteurs « classiques » de la science politiques, à savoir Machiavel, Hobbes, Locke, Montesquieu, Rousseau, Constant, Guizot et enfin Tocqueville. En cela on pourrait penser que ce livre n'apporte rien au paysage littéraire de la science politique mais on a tendance à penser que ces auteurs connus n'ont plus rien à nous apporter. Ici Pierre Manent nous prouve au contraire que la richesse de ces auteurs permet d'aller encore plus loin dans la réflexion sur la construction politique de l'Etat moderne et la séparation de cette état avec l'Eglise. On peut donc distinguer dans cet ouvrage deux grands axes principaux. D'abord la construction de l'Etat en réaction au pouvoir de l'Eglise, et parallèlement le développement du libéralisme en tant que recherche des individus des meilleurs moyens de gouverner, de se partager le pouvoir en garantissant le respect des libertés individuelles.

I. La construction de l'Etat moderne par une prise d'indépendance vis-à-vis du pouvoir religieux.

A. L'Eglise comme forme de domination politique.

D'après Pierre Manent, il ne s'agit pas de se méprendre sur les volontés réelles des Lumières. Il ne faut pas penser que le combat opposait ces derniers au christianisme en tant que religion mais en tant que puissance politique. En effet, les Lumières se sont battus pour le droit à une opinion libre, et particulièrement dans le domaine religieux.

Le désir de séculariser l'Etat ne date pas de la période de la Révolution Française, il est bien antérieur à celle-ci. Dans le premier chapitre, l'auteur revient sur ce qu'il considère comme les principales formes politiques après la chute de l'Empire Romain d'Occident : l'empire et la cité. L'Empire correspond non seulement à une idée de démesure mais surtout à l'universalité de la nature humaine qui recherche à regrouper le monde connu sous une seule bannière. La cité quand à elle, a connu son apogée en Grèce et à Rome. Elle est le berceau de la politique, de la République et de la démocratie et jouit donc d'un grand prestige. Mais l'Europe a connu particulièrement un mode de gouvernement : la monarchie. A côté de celle-ci, Pierre Manent recense une troisième forme politique : L'Eglise. Elle n'est pas comme les deux autres une forme naturelle de pouvoir et elle ne se place pas sur le même plan mais on ne peut nier la force de son message et de son influence en Europe. L'Eglise ne dirige pas directement les Hommes. Il n'y a jamais eu de théocratie directe, exception faite dans les territoires contrôlés par le Pape, où le pouvoir spirituel se confondait alors avec le pouvoir temporel. L'objectif de la religion catholique est de conduire les Hommes au salut. Elle s'octroie donc « un droit de regard » sur les actions qui pourraient mettre en péril ce salut, et parmi elles, les plus lourdes de conséquence sont celles accomplies par les dirigeants. L'Eglise ne peut donc laisser le pouvoir politique ordonner aux chrétiens des actions qui pourraient mettre en danger le salut de leurs âmes : « Ainsi l'Eglise a-t-elle été conduite – logiquement et non pas conjoncturellement- à revendiquer le pouvoir suprême, la *plenitudo potestatis*. » Elle apporte donc à la fois la liberté aux Hommes de s'organiser comme ils l'entendent au niveau temporel (c'est la question du libre arbitre), et malgré tout tend à les contraindre sous une forme nouvelle de théocratie indirecte, car elle n'apporte pas de lois censées régir positivement les actions de l'Homme dans la cité. La liberté politique est inscrite même dans la doctrine religieuse : « Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu »¹ aurait dit Jésus aux pharisiens lorsqu'ils lui demandèrent si il était conforme à la loi de payer des impôts aux romains. L'Eglise reconnaît donc la division entre le spirituel et le temporel. Elle exerce d'ailleurs son influence sur tous les régimes politiques quel qu'ils soient, et ne cherche à en imposer aucun. Les cités sont faibles contre le pouvoir de

¹(Matthieu XXII, 21)

l'Eglise, comme en Italie par exemple. Pour l'auteur cet état de fait s'explique par leur faiblesse « idéologique » : « Elles sont des « particuliers » face à deux « universels », l'Empire et l'Eglise. Chaque faction à l'intérieur de la cité va tendre à s'appuyer sur l'un ou l'autre de ces universels – Guelfes et Gibelins à Florence -, à s'appuyer aussi bien sûr, sur telle ou telle monarchie étrangère. » De plus, la cité bouillonne d'idées, d'intérêts et de passion. La politique y est capitale, elle est au centre de la vie des individus qui sont bien sûr hostile à une influence trop importante de l'Eglise. Ils souhaitent s'en détacher et garder leur liberté. Quand à l'Empire, il peut aussi difficilement court-circuiter l'Eglise, d'abord parce que cette dernière est plus proche des individus que le pouvoir politique sur les grands espaces et les tensions entre les deux pouvoirs sont plus grands.

B. Le combat contre le christianisme.

Le monarque comme l'Empereur va « prétendre au droit divin », il va s'approprier le pouvoir venant de Dieu, pour mieux asseoir son pouvoir et faire face aux revendications papales. Des auteurs comme Marsile de Padoue ou Guillaume d'Occam vont tenter de justifier la toute puissance du Prince par la fusion du spirituel et du temporel dans l'intérêt du Prince. Le pouvoir temporel devient supérieur au pouvoir spirituel. L'autorité temporelle doit être organisée par les Hommes et elle dépend de lois positives qui ne sont pas uniquement issue de la loi naturelle. Le pouvoir des papes doit être limité : Il ne doit avoir ni autorité sur l'Empereur, ni sur les rois. Le pouvoir est directement inspiré par Dieu au Roi.² Le début de l'émancipation du pouvoir politique commence au environ de l'an 1300 en Italie avec la redécouverte des écrits d'Aristote. Ces idées de l'Antiquité, qui jusque là n'avaient eu que très peu d'écho, viennent bouleverser la sphère intellectuelle chrétienne. Le monde n'est plus uniquement perçu à travers les catégories chrétiennes, les profanes ont la possibilité de s'en détacher. Cependant, l'Eglise règne alors sans partage en Italie et elle muselle les auteurs qui donneraient trop d'importance au pouvoir temporel comme St Thomas d'Aquin. Dans le chapitre 2, l'auteur fait appelle à Machiavel, l'inventeur de la raison d'Etat et du cynisme politique. Pour lui, il faut retourner l'idée selon laquelle l'Eglise fait le « bien » de la cité et qu'elle la détruit plutôt qu'elle la perfectionne. Pierre Manent définit Machiavel plus comme « un réformateur religieux – anti religieux – qu'un philosophe ou un savant : il veut changer les maximes qui gouvernent effectivement les hommes. Il va plus loin dans le dernier chapitre du Prince en instrumentalisant la religion, en effet si Machiavel puise dans l'arsenal de la religion, c'est à des fins politiques, stratégiques. Il ne parle pas en son nom mais utilise des termes qui médusent les sujets, il compose devant le Prince l'image qu'il doit faire apparaître devant eux. Les religions sont des masques, il y a désacralisation de la religion au profit de la

² Marie Thérèse AVON SOLETTI, Cours d'Histoire des Idées Politiques, 3^{ème} année, 1^{er} semestre.

dissimulation. Il instrumentalise la religion, Il autorise la possibilité d'user de toutes les religions selon les conditions. C'est un moyen d'enchanter le peuple pour mieux le dominer.

Hobbes vit lui dans une période de violents troubles religieux entre protestants et catholiques. Si la religion du Prince doit aussi être la religion du peuple, alors une partie de se peuple va entrer en conflit avec l'autre dans une guerre civile sanglante. La société se divise progressivement en groupes religieux et l'autorité royale est mise à mal. Pour rétablir celle-ci, et maintenir la paix civile, Hobbes préconise de libérer cette autorité royale de la religion. La guerre civile a deux causes : d'une part dans les Universités et les milieux intellectuels souffle un vent de liberté et de désobéissance ; de l'autre, les Puritains reconnaissent le besoin « d'inspiration individuelle » et le droit et le devoir de « dogmatiser ». C'est à partir de cette guerre civile que Hobbes va fonder sa pensée, elle est pour lui la condition naturelle de l'humanité « *the natural condition of mankind* » et pas seulement une condition exceptionnelle. L'Homme y connaît l'Etat de Nature dans lequel il est libre mais apeuré. A la différence des chrétiens, Hobbes démontre que cette vie de nature n'est pas bonne et que la source des maux des hommes ne vient pas du pêché originel mais « la nécessité ». Hobbes ne veut pas faire disparaître la religion, il veut remplacer Dieu par le Léviathan, faire naître une religion de l'Etat. Le peuple remet sa liberté au souverain à qui il doit une obéissance absolue. Le « Dieu mortel » assure en échange la paix civile entre les Hommes. Le monde n'est plus créé par le Dieu catholique ou protestant, il est créé par les Hommes qui décident d'eux-mêmes de sortir de l'Etat de nature. Le souverain est absolu car il n'y a rien de plus grand que lui : « Sous la main de Léviathan, le sujet se trouve comme le fidèle sous celle de l'Eglise dont la grâce guérit les maux de sa nature pécheresse. [...] Le sens de l'Etat hobbiien est d'être une *Providence* artificielle. »

C. La place de l'Eglise dans l'Etat moderne.

Les individus ont progressivement pris le pouvoir sur la religion et la révolution n'a fait que confirmer ce phénomène. Les Lumières ont attaqué le christianisme, responsable selon eux de tous les malheurs des peuples européens et l'ont finalement laissé de côté pour se concentrer sur l'organisation de leur nouvel Etat. Il est cependant légitime de s'interroger sur la place de la religion dans cet Etat moderne : a-t-elle perdu tout son pouvoir ? Est-elle encore influente ? Pierre Manent conclue que la vie de l'Homme n'est plus « *solitary, poor, nasty, brutish and short* » et qu'il peut à présent se réaliser lui-même sans être jeter en pâture aux doctrines abrutissantes des hommes d'Eglise. La nature est la loi ont été séparé et la religion chrétienne a été affaiblie. Il considère dans son dernier paragraphe que cette séparation n'est pourtant pas achevée et qu'elle reste un des objectifs des individus. Au final, il n'existe pas encore de société « sans religion » car la nature est toujours très présente en Occident : « *Vis a tergo* qui pousse les pays d'Occident vers une société « sans religion », elle reste souveraine encore

dans son exténuation apparente, comme si, en trois siècles d'une histoire qu'on dit « accélérée », il ne s'était rien passé. Cela signifierait donc que les efforts pour maintenir à distance le pouvoir religieux ont été en partie vains, que malgré l'instauration d'une loi sur la laïcité en France, le religieux reste toujours au cœur de l'actualité. C'est peut-être pour cette raison que l'on parle sans cesse de renouveau religieux. Il semblerait que les individus soient à la fois attirés par les Eglises tout en ayant peur qu'elles lui reprennent ce qu'ils ont mis tant de siècles à enfin acquérir : leur souveraineté.

II. La construction de l'Etat moderne à travers le libéralisme.

La première partie de cette étude éclaire la seconde. En effet le libéralisme est né de la division de l'Etat et l'Eglise. Il en est une conséquence directe.

A. La naissance du cynisme politique et du libéralisme.

Retour à Machiavel : l'auteur florentin fonde les bases de la monarchie absolue de droit divin et de la raison d'Etat même s'il n'utilise pas cette expression dans ces ouvrages. Il souhaiterait qu'un homme d'exception fasse l'unité de l'Italie. C'est pour cette raison qu'il écrit *Le Prince* en 1513, qui est en réalité un manuel de conquête et de conservation du pouvoir à l'intention de ceux, comme Laurent II de Médicis, qui pourraient remplir cette tâche. Pierre Manent n'analyse pas la pensée de Machiavel en profondeur. Il considère d'abord qu'il « enseignait à *faire le mal* », c'est-à-dire à prendre le pouvoir par la ruse et la force et à le garder à n'importe quel prix. Ce que l'on considère comme « le réalisme de Machiavel » correspond en fait pour Pierre Manent à l'acceptation que « le « mal » est politiquement plus significatif, plus substantiel, plus « réel » que le « bien » ». C'est en cela que Machiavel est le père du cynisme, car après lui les individus se sont focalisés sur l'aspect violent de la politique, sur les ruses, les duperies, sur le versant immoral. Il rejette la distinction entre les vices et les vertus en politique : le mal est la base du bien. Machiavel se présente donc comme le premier maître du soupçon. La seule passion de l'Homme est alors d'être « dénié », de perdre sa naïveté en politique.

C'est aussi le début du libéralisme. Pour Pierre Manent au chapitre 6, le libéralisme est « la distinction entre la société civile et l'Etat : celui-ci est le représentant et l'instrument de celle-là. » Il semble évident ici que la société civile n'existe pas encore. Mais le Prince pour contrer les désirs des Grands doit s'appuyer sur le peuple. Ce que l'auteur ne développe pas ici, c'est le côté républicain de Machiavel qui est d'avantage mis en lumière dans le *Discours sur la première décade de Tite-Live*. Il savait qu'avant de partager le pouvoir entre les hommes, il fallait d'abord instituer un pouvoir puissant et un Etat indépendant.

C'est Hobbes qui donne le pouvoir aux individus qui sont intelligents et qui veulent être satisfaits. Il a déjà été question dans la partie précédente de l'Etat de Nature. Les individus

sont contraints de créer l'Etat et de sortir de l'Etat de Nature en se soumettant au Léviathan pour préserver la paix sociale.

B. La critique du libéralisme

Pour Rousseau, la société civile est fondée sur l'inégalité. Les hommes ne se distinguent plus par leur milieu social mais par leur condition économique, leur richesse qui est mesurable. Le fondement du libéralisme est la distinction entre la société civile et l'Etat, ce dernier étant le représentant et l'instrument de celle-ci. Or lorsque l'emprise royale de l'Ancien Régime se dessert, elle laisse les individus non seulement dans une plus grande liberté mais dans une plus grande égalité. Ils sont égaux juridiquement mais cherchent continuellement à se distinguer les uns des autres. C'est pour cette raison que Rousseau dénonce dans son œuvre les riches plus que les puissants : les hommes ne se gouvernent plus, ils cherchent à dominer les autres économiquement. « L'homme moderne est devenu un *bourgeois* ; il a cessé d'être un *citoyen* ». A la différence de Hobbes, il considère qu'il est impossible de faire l'unité politique et sociale sans engendrer de despotisme. L'être humain est égoïste mais pourtant il doit collaborer avec les autres, il ne cherche pas l'intérêt général mais son intérêt propre. Les hommes sont dépendants les uns des autres mais aussi concurrents. Ils sont obligés de ne pas se faire de mal mais ne se veulent pas forcément du bien. L'Homme dans la société moderne ne vit que dans la comparaison et dans le regard de l'autre que pourtant il hait.

La Révolution acquise, quelles sont les maux dont souffrent alors la société moderne ? En répondant à cette question, Alexis de Tocqueville confirme les craintes de Rousseau. Son voyage en Amérique lui offre la possibilité d'observer la démocratie dans les faits. L'égalité n'est plus seulement une idée, elle est appliquée dans les faits et influe sur le quotidien des individus. L'Etat prend à sa charge de plus en plus les intérêts communs et les citoyens lui laissent cette responsabilité en se détournant petit à petit de la sphère publique pour se concentrer sur leur sphère privée. Il remarque cependant parallèlement la profusion des associations qui forcent ces individus à prendre en charge eux-mêmes une partie de leurs affaires communes. C'est pour l'auteur cette liberté, dont la liberté d'association est une composante, qui pousse les citoyens à travailler entre eux.

C. La question de l'effectivité politique du libéralisme en termes de gouvernement.

Pierre Manent définit le libéralisme dans son premier chapitre, en mettant en exergue l'idée que « *l'individu*, non pas l'individu comme cet être de chair et d'os, non pas comme Pierre distinct de Paul, mais comme cet être qui, parce qu'il est homme, est naturellement titulaire de droits dont on ne peut dresser la liste, droits qui lui sont attachés indépendamment de sa fonction et de sa place dans la société, et qui le font l'égal de tout autre homme. »

Pour en arriver à attacher les droits aux individus, la monarchie apparaît pour l'auteur comme un processus, un passage du féodalisme au capitalisme pour le marxisme, à l'unification nationale et à la civilisation pour Guizot, de l'aristocratie à la démocratie pour Tocqueville. C'est lors de la Révolution que le libéralisme a les moyens de s'insérer dans un mode de gouvernement. Montesquieu pose les bases de ce qui sera le nouvel Etat. L'institution doit protéger les droits des citoyens et la propriété de leurs biens mais Montesquieu repense complètement la souveraineté. En effet, sous l'ancien régime, la souveraineté a sauvé l'Etat de l'emprise de l'Eglise mais elle écrase les individus en devenant oppressive. Pour maintenir la souveraineté tout en empêchant qu'un pouvoir devienne tout puissant, Montesquieu va plus loin que Locke qui préconisait la création d'une assemblée législative, il pense que la souveraineté ne peut servir les citoyens que si les pouvoirs sont séparés. Si cette distinction est bien faite, alors peu importe si le régime est une monarchie ou une démocratie car dans tous les cas l'exécutif n'aura pas les capacités d'oppresser les citoyens. Pierre Manent considère que « La pensée de Montesquieu représente ainsi le moment exquis du libéralisme – il ne reviendra pas – où la question de la légitimité a pu être oubliée, ce moment exquis de la liberté entre la souveraineté active des rois qui s'achève à la Révolution anglaise et la souveraineté active du peuple qui commence à la Révolution française ». Cependant, la Révolution Française a échoué à faire émerger de nouvelles formes d'institutions politiques adéquates comme nous l'avons vu dans la critique du libéralisme. Dès lors, ces idées qui ont fait la Révolution et qui ont transformé le régime n'arrivent pas à « se fixer » dans de nouvelles habitudes politiques. Pour Benjamin Constant, le libéralisme doit continuer son combat pour s'imposer comme doctrine, il a un rôle d'opposition pour dénoncer les régimes qui ont suivi la Révolution et pour dénoncer la phase terroriste de cette dernière. La question de la souveraineté du peuple est centrale, car elle à la fois souhaitée mais crainte. Aucun individu ou groupe d'individus ne doit soumettre la totalité des citoyens mais ce pouvoir délégué ne peut faire ce que bon lui semble. La souveraineté illimitée accordée au peuple par Rousseau est pour Constant une erreur et un danger. Dire que la souveraineté ne peut être ni déléguée ni représentée rend le principe inapplicable dans les faits et pousse les institutions vers l'anarchie. François Guizot veut quand à lui rendre ce libéralisme « gouvernant ». L'idée maîtresse de ce dernier est résumée ainsi par Pierre Manent « Le développement politique moderne conduit à l'accroissement simultané de l'action du pouvoir sur la société et de l'influence de la société sur le pouvoir ». Il souhaite que les libéraux sortent de leur opposition stérile et prennent part réellement au pouvoir. Pour cela il faut que la haine entre peuple et aristocratie cesse, pour que les deux s'accordent dans la formation d'un gouvernement. Reste la question de la distinction entre Etat et société civile : A quel degré le premier doit-il influencer sur la seconde ? L'Etat doit agir sur la société, il y est contraint par cette dernière même : c'est la « demande sociale ». La société exerce un pouvoir aussi sur

le pouvoir, les deux mouvements se complètent. Il réconcilie « Le mouvement de l'Histoire et la nature humaine », en d'autres termes, le mouvement qui conduit les hommes à un régime fondé sur l'égalité civile mais aussi la nature de l'homme qui l'attache aux jouissances et au commerce. Pour garantir cela il faut selon lui donner aux citoyens des garanties « d'une part contre les supériorités fausses et fragiles, de l'autre contre la corruption des supériorités les plus réelles » tout en acceptant que certains gouvernent : « En passant du despotisme à la liberté, les nations cessent d'avoir des maîtres, mais non pour prendre des serviteurs. Elles ont alors des chefs aux mains de qui l'autorité de déroge point, et qui en acceptant la nécessité d'agir selon le bien commun, n'en demeurent pas moins les premiers de tous, la tête de l'Etat. » C'est ainsi que Guizot réussit à faire sortir le libéralisme de son impasse en le rendant pragmatique, lui permettant par la suite de conquérir le pouvoir.

CONCLUSION :

Cet ouvrage constitue d'abord un bon résumé de la pensée des auteurs les plus importants de la science politique, concernant l'évolution de l'Etat vers la modernité à travers l'ancrage du libéralisme et le détachement des pouvoirs religieux et administratif. L'auteur passe parfois certains points un peu rapidement, il n'est pas très précis sur certains auteurs, comme Machiavel et Tocqueville. Cependant trop de détails auraient pu nuire à la compréhension de ses idées. Il semble plutôt être partisan d'un pouvoir moins centralisé qu'en France sur le modèle américain, et reste optimiste sur le développement de la démocratie. Quand au pouvoir de l'Eglise il admet qu'il reste puissant, les individus l'ayant rejeté ils restent cependant attachés à lui.